

## Parcoursup: une nouvelle étape démarre, des inquiétudes persistent

Paris, 13 mars 2018 (AFP) -

Après la fin des inscriptions sur Parcoursup mardi soir, les lycéens ont désormais jusqu'à fin mars pour motiver leurs vœux sur cette nouvelle plateforme, qui continue de susciter des inquiétudes et, chez certains, une franche opposition.

Des organisations lycéennes, l'Unef (2e syndicat étudiant) et la FCPE, première fédération des parents d'élèves appellent à une nouvelle journée d'action jeudi contre Parcoursup et la réforme du bac, via des blocus de lycées et des manifestations, après de précédentes mobilisations en demi-teinte.

Pour eux, cette loi sur les nouvelles modalités d'accès à l'université s'apparente à une sélection à l'entrée à la fac, jusqu'alors interdite.

Une note de l'Inspection générale de l'éducation nationale, révélée mardi par Le Monde, alerte d'ailleurs sur "les difficultés philosophiques et techniques liées à l'examen des candidatures" par les universités.

Pour eux, cette loi sur les nouvelles modalités d'accès à l'université s'apparente à une sélection à l'entrée à la fac, jusqu'alors interdite.

Une note de l'Inspection générale de l'éducation nationale, révélée mardi par Le Monde, alerte d'ailleurs sur "les difficultés philosophiques et techniques liées à l'examen des candidatures" par les universités.

"Certains établissements ou communautés universitaires affichent une opposition ou une réserve à l'idée d'examiner et de classer des candidatures", relève cette note, qui s'interroge également sur la volonté réelle de certains établissements à mettre en place les parcours d'accompagnement proposés aux candidats les plus fragiles.

Des réflexions qui n'émeuvent pas le Sgen-CFDT, premier syndicat dans l'enseignement supérieur tout personnel confondu, et la Conférence des présidents d'université (CPU), tous deux favorables à la loi promulguée la semaine dernière.

Franck Loureiro, secrétaire national du Sgen-CFDT, rappelle que près de 50% des places dans l'enseignement supérieur se trouvent déjà dans des filières sélectives: classes prépa et BTS dans les lycées, mais aussi DUT et double-licences dans les universités, qui disposent donc des outils pour examiner les dossiers.

La nouveauté cette année, c'est que les dossiers de tous les candidats doivent être examinés. "Il faut un accompagnement du ministère pour mutualiser les outils techniques déjà mis en place par plusieurs établissements", note-t-il, précisant que le ministère a mis au point une trentaine de fiches techniques pour guider les universités.

- 'Questionnements et inquiétudes' - "Comme avec chaque réforme d'ampleur, il y a beaucoup de questionnements et d'inquiétudes, et il y aura sans doute des endroits où ça se passera moins bien", ajoute le représentant du Sgen-CFDT.

L'Association des sociologues enseignants du supérieur (ASES), opposée à la réforme, affirme que plusieurs de ses filières ont adopté des motions pour refuser de traiter les dossiers des étudiants et de siéger dans les futures commissions de sélection. Elle table sur une montée de "ce mouvement de désobéissance".

Après l'étape de l'inscription des vœux sur Parcoursup, achevée mardi soir, les quelque 900.000 lycéens ou étudiants en réorientation ont jusqu'au 31 mars pour finaliser leur dossier: ils doivent cette année rédiger quelques lignes de motivation pour chaque vœu dans une fenêtre dédiée sur le site, joindre les documents éventuellement demandés par une formation, et ne surtout pas oublier de confirmer leurs vœux. En revanche, ils n'ont plus à classer leurs souhaits, comme c'était le cas l'an dernier.

De leur côté, les professeurs et chefs d'établissement vont remplir une fiche baptisée "Avenir", en donnant leur avis sur les vœux inscrits par les élèves.

Les réponses tomberont à partir du 22 mai et les candidats auront alors sept jours pour choisir entre deux réponses positives, tout en pouvant conserver leurs vœux où ils sont "en attente".

"L'heure de vérité, ce sera après le 22 mai", déclare François Germinet, membre de la CPU. On verra alors "si le



PAYS :France  
SURFACE :108 %  
PERIODICITE :Quotidien



► 13 mars 2018 - Edition Fil Gen

processus d'affectation converge assez rapidement", relève-t-il. Les candidats ayant reçu plus d'une réponse positive à leurs vœux devront faire leur choix sous sept jours afin que puissent être proposées aux candidats "en attente" les places ainsi libérées.

Pour faire face à l'arrivée de milliers de bacheliers supplémentaires l'an prochain, le gouvernement a, lui, promis de créer au moins 22.000 places supplémentaires. 19.000 sont d'ores et déjà financées, indiquait le ministre début mars: 2.000 places de BTS et quelque 17.000 en licence, dans les filières en tension (où le nombre de candidatures excède le nombre de places offertes). Les 3.000 restantes dépendront des vœux des candidats sur Parcoursup.  
fmp-ito/jt/cbn

Afp le 13 mars 18 à 15 43.